

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL D'INSTANCE
DE COLMAR

REGISTRE DU COMMERCE & DES SOCIETES
10, RUE DES AUGUSTINS
BP 50466
68020 COLMAR CEDEX
TEL 03 89.24 77.45

RECEPISSE DE DEPOT

HANS & ASSOCIES
1 AVENUE FOCH
68000 COLMAR

V/REF :

N/REF : 2011 B 693 / 2011-A-3108

Le Greffier du Tribunal d'Instance DE COLMAR certifie qu'il a reçu le 21/09/2011,

P.V. d'assemblée du 15/06/2011

- Transformation en Srl à associé unique
- Nomination du gérant
- Modification de l'activité
- Modification de la date de clôture de l'exercice social

Acte S.S.P. en date du 15/06/2011

- Cession de parts

Statuts mis à jour

Concernant la société

A.D.J.

Société à responsabilité limitée

Lieudit Bâche le Loup

68650 Lapoutroie

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2011-A-3108 le 21/09/2011

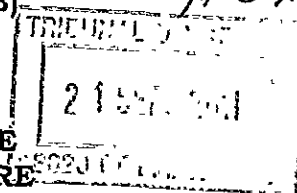
R.C.S. COLMAR TI 531 321 545 (2011 B 693)

Fait à COLMAR le 21/09/2011,

Le Greffier

A.D.J.
Société Civile
AU CAPITAL DE 150 000 € VARIABLE
SIEGE SOCIAL : LIEUDIT BACHE LE LOUP - 68650 LAPOUTROIE
RCS COLMAR TI 531 321 545 (2011 D 123)

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 15 JUIN 2011



A 3108

L'an deux mille onze, le quinze juin, à 9 heures, les associés de A.D.J, Société Civile, au capital de 150 000 €, variable, divisé en 150 000 parts de 1 € chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Sont présents :

- Monsieur Didier ENGEL,

propriétaire de

149 912 parts

- SCI RDM

Propriétaire de

88 parts

Représentée par Monsieur Didier ENGEL

Les associés présents possédant ainsi la totalité des parts sociales, l'Assemblée Générale extraordinaire est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Didier ENGEL, gérant associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Dissolution sans liquidation de la S.C.I. T.X.I. et de la S.C. ENGEL et associés
- Modification de l'objet social
- Modification des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social
- Autorisation d'une cession de parts sociales entre associés
- Transformation de la SC en SARL
- Adoption des nouveaux statuts ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le rapport de la Gérance ;

- le texte du projet de résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social, pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration. Il est ensuite donné lecture du rapport de la Gérance.

Cette lecture terminée, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, approuve la dissolution sous le régime de l'article 1844-5 du Code civil et sous le régime fiscal de l'article 210-O A du Code général des impôts, des sociétés :

- S.C.I. T.X.I., dont la S.C. A.D.J. détient la totalité des 50 000 parts sociales.
- S.C. ENGEL et associés, dont la S.C. A.D.J. détient la totalité des 30 000 parts sociales.

L'assemblée générale décide de fixer la date d'effet comptable de la dissolution-confusion des sociétés SCI TXI et SC ENGEL et associés au 30 juin 2011.

En conséquence, elle donne tous pouvoirs à Monsieur Didier ENGEL, Gérant, à l'effet de souscrire la déclaration de dissolution des sociétés SCI TXI et SC ENGEL et associés, passer et signer tous actes et généralement faire le nécessaire.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'étendre l'objet social de la société à la gestion d'entreprises et à la location de locaux meublés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale décide de fixer les dates respectives d'ouverture et de clôture de l'exercice social aux 1^{er} novembre et 31 octobre, et d'augmenter de 2 mois l'exercice en cours, qui clôturera ainsi et pour la première fois au 31 octobre 2012.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du désir de la société RDM, de céder à Monsieur Didier ENGEL, coassocié, la totalité des parts sociales lui appartenant dans la société, soit 88 parts sociales, déclare autoriser ladite cession et agréer expressément Monsieur Didier ENGEL à compter du jour où la cession sera

signifiée à la Société ou du jour de l'inscription sur le registre des transferts tenu par la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale constate que toutes les conditions légales de validité sont réunies, et décide de transformer, à compter de ce jour, la SC A.D.J., société civile au capital de 150 000,- €, variable, en S.A.R.L., Société à Responsabilité Limitée au capital de 150 000,- €, variable.

La dénomination de la société est désormais : SARL A.D.J.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, en conséquence de la résolution précédente, et après avoir pris connaissance des nouveaux statuts, en approuve le contenu et décide de les adopter comme statuts de la société sous sa nouvelle forme de Société à responsabilité Limitée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les associés.

SCI RDM
M. Didier ENGEL

Monsieur Didier ENGEL

Enregistré à : S.I.E DE COLMAR - FOLE ENREGISTREMENT

Le 30/06/2011 Bordeaux n°2011/559 Case n°13

Enregistrement : 125 € Frais :

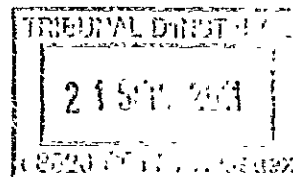
Taxes : : cent vingt-cinq euros

Montant : : cent vingt-cinq euros

L'Agent

Christine LUDWIG-ROHMER
Agente Principale

CESSION DE PARTS SOCIALES



Entre les soussignés :

- SCI RDM

Société civile immobilière au capital de 100 €, dont le siège social se situe lieudit bâche le loup - 68650 LAPOUTROIE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de COLMAR, et représentée aux présentes par son gérant, Monsieur Didier ENGEL

agissant en qualité d'associée de la SC ADJ, société civile à capital variable, au capital de 150 000 € divisé en 150 000 parts sociales de 1 € chacune, ayant son siège social lieudit bâche le loup - 68650 LAPOUTROIE, constituée en date du 15 février 2011, à LAPOUTROIE, ayant pour objet la gestion de participations et toutes activités annexes ou connexes, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de COLMAR et identifiée à l'INSEE sous le numéro 531 321 545 00018.

ci-après dénommé « LE CEDANT »,

d'une part,

- Monsieur Didier ENGEL

demeurant lieudit Bâche le loup - 68650 LAPOUTROIE
né le 17 juillet 1960 à Mulhouse
de nationalité française

marié avec Madame Suzel AMEDRO, le 10 décembre 1983 à la Mairie de GUEBWILLER, sous le régime de la communauté universelle, suivant contrat de mariage reçu par Me BIMBOES le 21 novembre 1983, alors notaire à Guebwiller, lequel régime a été modifié en date du 7 juillet 1999, par-devant Me PFEIFFER, alors notaire à ORBEY, et homologué par le Tribunal de Grande instance de COLMAR le 26 avril 2000, et qui est depuis lors le régime de la séparation de biens.

ci-après dénommée « LE CESSIONNAIRE »,

d'autre part,

ILS ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

CESSION DE PARTS

La SCI RDM cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Monsieur Didier ENGEL, qui accepte, 88 parts sociales de 1 € lui appartenant dans la SC ADJ pour les avoir reçues en rémunération de son apport en numéraire) effectué lors de la constitution de la Société.

Le Cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur (cette ou ces) parts après cette date.

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux parts sociales cédées.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 1 € par part sociale, soit au total 88 € pour les 88 parts cédées, laquelle somme a été payée comptant, ce jour, par le Cessionnaire au Cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance.

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 12 des statuts, cette cession, bien que réalisée entre associés, est soumise à agrément.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 15 juin 2011, la gérance a autorisé la présente cession à Monsieur Didier ENGEL, coassocié.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la SC ADJ est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts. Il déclare en outre que la présente cession n'entraîne pas dissolution de la Société et que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

Conformément à l'article CGI art. 726-III, le Cédant déclare :

- que le nombre de parts sociales cédées est égal à 88;
- que le nombre total de parts sociales de la Société dont les titres sont cédés est égal à 150 000 €
- que le prix de cession augmenté des charges est égal à 88 € ;
- que le montant de l'abattement pratiqué est égal à 13 € ;
- que la valeur, après application de l'abattement, servant à la liquidation des droits de mutation est de 75 € .

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société par voie d'inscription sur le registre des transferts tenu par la société.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS



Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à LAPOUTROIE,
le 15 juin 2011,
En six exemplaires originaux.

LE CEDANT
SCI RDM
M. Didier ENGEL

* Bon pour cession de 88 parts sociales *

*Bon pour cession
de 88 parts sociales*

LE CESSIONNAIRE
M. Didier ENGEL

* Bon pour acceptation de 88 parts sociales *

*Bon pour acceptation
de 88 parts sociales*

Enregistré à : S.I.E DE COLMAR - POLE ENREGISTREMENT

Le 29/06/2011 Bordereau n°2011/542 Case n°7

Ext 5128

Déclaration : 25 €

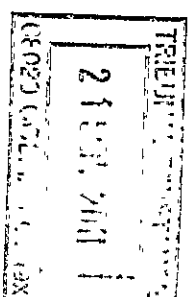
Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agent

[Signature]



A.D.J.

Société à Responsabilité Limitée

Capital de 150 000 € (variable)

Siège social : lieudit Bâche le Loup – 68650 LAPOUTROIE

STATUTS

Le soussigné :

- Monsieur Didier ENGEL

demeurant Lieudit Bâche - Le - Loup à LAPOUTROIE (68650)
né le 17 juillet 1960 à MULHOUSE (68)
de nationalité française
marié avec Madame Suzel AMEDRO, le 10 décembre 1983 à la Mairie de GUEBWILLER, sous le régime de la communauté universelle, suivant contrat de mariage reçu par Me BIMBOES le 21 novembre 1983, alors notaire à Guebwiller, lequel régime a été modifié en date du 7 juillet 1999, par-devant Me PFEIFFER, alors notaire à ORBEY, et homologué par le Tribunal de Grande instance de COLMAR le 26 avril 2000, et qui est depuis lors le régime de la séparation de biens.

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme de Société civile par acte sous seing privé, en date du 15 février 2011 à LAPOUTROIE.

Par décision générale extraordinaire en date du 15 juin 2011, la Société a été transformée en Société à responsabilité.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des parts sociales existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Il est formé une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- La gestion de participation et toutes activités annexes ou connexes, la gestion d'entreprises, ainsi que la location de locaux meublés.
- la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : S.A.R.L. A.D.J.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : lieudit Bâche le loup – 68650 LAPOUTROIE

Il peut être transféré par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société reste fixée à 99 années à compter de sa constitution, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, les associés ont apportés en nature des biens évalués à un montant de 139 012 €, et la somme de 10 988 € en numéraire, soit une valeur totale de 150.000,- €.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 150 000 € divisé en 150 000 parts de 1 € chacune, entièrement libérées et attribuées en totalité à Monsieur Didier ENGEL, associé unique, à concurrence de 10 988 parts sociales en rémunération de son apport en numéraire et à concurrence de 139 012 parts sociales représentatives d'apport en nature.

Le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision de l'associé unique ou par décision extraordinaire de la collectivité des associés qui fixe les conditions de l'opération.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux et libérées d'un montant supérieur au montant minimal prévu par l'article 51 de la loi du 24 juillet 1867.

ARTICLE 8 - VARIABILITE DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est variable.

Conformément aux dispositions du titre III de la loi du 24 juillet 1867, le capital est susceptible d'accroissement par les versements des associés ou ceux résultant de l'admission de nouveaux associés et de diminution par la reprise des apports des associés.

Le capital social est variable dans les limites du capital autorisé qui sont de :

- 1 000 000 € pour le capital maximum autorisé ;
- 10 000 € pour le capital minimum.



La gérance est habilitée à recevoir les souscriptions à de nouvelles parts sociales dans la limite du capital maximum autorisé.

Les souscriptions reçues au cours d'un trimestre civil seront constatées dans une déclaration des souscriptions et des versements établie le dernier jour de ce trimestre.

Sauf décision extraordinaire des associés, les nouvelles parts ne peuvent être émises à un prix inférieur au montant de leur valeur nominale majorée d'une somme égale à la quote-part revenant aux parts anciennes dans les fonds de réserves et les bénéfices tels qu'ils ressortent du dernier bilan régulièrement approuvé.

Les droits attachés aux parts sociales correspondant à une souscription déterminée ne prennent naissance et ne peuvent être exercés qu'à compter de l'agrément de ladite souscription résultant d'une décision prise par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Sont toutefois exclues de cette procédure, même dans les limites ci-dessus définies, les augmentations de capital souscrites par apport en nature qui exigent l'intervention de la collectivité des associés, les augmentations de capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices.

Le capital social peut être diminué par la reprise des apports effectués par les associés qui se retirent de la Société ou en sont exclus dans les conditions fixées par la loi et celles exposées ci-après.

Toutefois, aucune reprise d'apports ne pourra avoir pour effet de réduire le capital social au-dessous du minimum autorisé visé ci-dessus.

En outre, même dans cette limite, toute diminution du capital social par imputation de pertes nécessite une décision collective extraordinaire des associés.

En dehors des limites du capital autorisé définies ci-dessus, le capital social peut être augmenté ou réduit de toutes les manières autorisées par la loi, par décision extraordinaire des associés.

Si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à ramener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après réduction.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, l'associé unique ou les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des parts détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit sous la forme d'une S.A.R.L. unipersonnelle si la totalité des parts est attribuée à l'un des époux, soit sous la forme d'une S.A.R.L. pluripersonnelle si les parts sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne peuvent être cédées et transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont désignés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision de l'associé unique ou par une décision ordinaire des associés.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique ou aux associés.

Sur le plan interne, le gérant peut faire tous les actes de gestion conformes à l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant non associé ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision de l'associé unique ou des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société autres que les découverts



normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés représentant plus de la moitié des parts.

Monsieur Didier ENGEL, associé unique, continue d'assurer la gérance de la Société sans limitation de durée.

ARTICLE 12 - DECISIONS D'ASSOCIES

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé comme les registres d'assemblées.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes peuvent ou doivent être nommés lorsque la Société atteint les seuils réglementaires.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

JB

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} novembre et finit le 31 octobre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 octobre 2012.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur.

L'associé unique approuve les comptes annuels et décide l'affectation du résultat dans les six mois de la clôture de l'exercice social. S'il n'est pas gérant, le rapport de gestion, les comptes annuels, le texte des décisions à prendre et, le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes lui sont adressés par la gérance avant la fin du cinquième mois suivant la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés approuve les comptes annuels dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, l'Assemblée des associés détermine la part attribuée à chacun des associés. L'associé unique ou l'Assemblée des associés détermine les modalités de mise en paiement des dividendes, qui doit intervenir dans un délai de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

De même, l'associé unique ou l'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'associé unique ou l'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation

des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé, personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il ait lieu à liquidation.

Les créanciers de la Société peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Le Tribunal de commerce saisi de l'opposition peut soit la rejeter, soit ordonner le paiement des créances, soit ordonner la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission à l'associé unique du patrimoine de la Société et la disparition de la personnalité morale de celle-ci n'interviennent qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Si la Société comprend un associé, personne physique, ou au moins deux associés, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne sa liquidation. Cette liquidation est effectuée dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture.

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la Société et l'associé unique ou entre la Société et les associés ou entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 20 - OPTION FISCALE

La société demeure soumise à l'impôt sur les sociétés.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive letter 'B' followed by a horizontal stroke.